



Recueil de la jurisprudence

Ordonnance de la Cour (quatrième chambre) du 13 décembre 2012 – Danilo Debiasi / Agenzia delle Entrate – Ufficio di Parma

(affaire C-560/11)

«Articles 53, paragraphe 2, et 94 du règlement de procédure de la Cour — Irrecevabilité manifeste — Article 99 du règlement de procédure — Réponse ne laissant place à aucun doute raisonnable — Fiscalité — TVA — Article 17, paragraphe 2, sous a), de la sixième directive TVA — Déduction de la taxe payée en amont — Structures sanitaires publiques ou privées exerçant une activité exonérée — Législation nationale excluant la déduction de la taxe afférente à l'achat de biens ou de services utilisés dans les activités exonérées — Prorata de déduction»

1. *Questions préjudicielles — Compétence de la Cour — Limites — Examen de la compatibilité du droit national avec le droit de l'Union — Exclusion — Fourniture à la juridiction de renvoi de tous les éléments d'interprétation relevant du droit de l'Union — Inclusion (Art. 267 TFUE) (cf. points 19, 20)*
2. *Questions préjudicielles — Compétence du juge national — Appréciation de la nécessité et de la pertinence des questions posées (Art. 267 TFUE) (cf. points 22-23) (cf. points 22, 23)*
3. *Questions préjudicielles — Recevabilité — Nécessité de fournir à la Cour suffisamment de précisions sur le contexte factuel et réglementaire (Statut de la Cour de justice, art. 23; règlement de procédure de la Cour, art. 53, § 2, et 94) (cf. points 24-31)*
4. *Harmonisation des législations fiscales — Système commun de taxe sur la valeur ajoutée — Déduction de la taxe payée en amont — Limitations du droit à déduction — Réglementation nationale n'autorisant pas les assujettis à opérer la déduction pour l'acquisition de biens et de services utilisés pour les besoins d'activités exonérées et prévoyant le calcul de ladite taxe sur la base d'un prorata correspondant au rapport entre le montant des opérations ouvrant droit à déduction et le montant total des opérations effectuées au cours de l'année — Admissibilité — Nature des prestations — Prestations médico-sanitaires — Absence de pertinence (Directive du Conseil 77/388, art. 17, § 2, 3 et 5, et 19) (cf. points 35-41)*

Objet

Demande de décision préjudicielle – Commissione tributaria provinciale di Parma – Interprétation de l'article 17, paragraphe 2, sous a), de la sixième directive 77/388/CEE du Conseil, du 17 mai 1977, en matière d'harmonisation des législations des États membres relatives aux taxes sur le chiffre d'affaires – Système commun de taxe sur la valeur ajoutée : assiette uniforme (JO L 145, p. 1) – Déduction de la taxe payée en amont – Structures sanitaires publiques ou privées exerçant une activité exonérée – Législation nationale excluant la déduction de la taxe afférente à l'achat de biens ou de services utilisés dans lesdites activités exonérées.

Dispositif

Les articles 17, paragraphes 2 et 5, ainsi que 19 de la sixième directive 77/388/CEE du Conseil, du 17 mai 1977, en matière d'harmonisation des législations des États membres relatives aux taxes sur le chiffre d'affaires – Système commun de taxe sur la valeur ajoutée: assiette uniforme, doivent être interprétés en ce sens qu'ils ne s'opposent pas à une réglementation nationale, telle que celle en cause au principal, qui n'autorise pas la déduction de la taxe sur la valeur ajoutée acquittée en amont pour l'acquisition de biens et de services utilisés pour les besoins d'activités exonérées et qui prévoit, en conséquence, que le droit à déduction de cette taxe d'un assujetti mixte est calculé sur la base d'un prorata correspondant au rapport entre le montant des opérations ouvrant droit à déduction et le montant total des opérations effectuées au cours de l'année, y compris les prestations médico-sanitaires exonérées.